

Arrondissement de Grasse


**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

| Effectif légal | Présents ou Représentés | Procurations + Absents |
|-------------------|-------------------------------|---------------------------|
| 75 | 54 | 21 |

N° de la séance : 15

Objet de la délibération : Direction de la Cohésion Sociale - Mise en oeuvre d'un chantier école destiné aux bénéficiaires du P.L.I.E de la C.A.S.A. - Convention de coopération avec la Commune d'Opio

 Original
▪ Expédition certifiée conforme à l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2016.120

Date de la convocation :
Le 20/09/2016

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **10 OCT. 2016**

de la réception s/Préfecture
en date du **10 OCT. 2016**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services



Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 26 septembre 2016

L'an deux mil seize et le 26 septembre à 17h15, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de septembre, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Marc DAUNIS, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Henri GANNARD, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Jacques GENTE, Guy GIRAUD, Marie BENASSAYAG, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Cléa PUGNAIRE, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Yves DAHAN, Marina LONVIS, Anne-Marie DUMONT, Audouin RAMBAUD, Simone TORRES-FORET DODELIN, Michel VIANO, Eric DUPLAY, Martine BONNEAU, Christophe ETORE, Michel BERTRAND, Béatrice VIGNOLO, Nathalie DEPETRIS, Valérie TIERAN-GNONI, Laurent COLLIN, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Eric PAUGET, Khéra BADAOU, Déborah MINEI

PROCURATIONS :

Marguerite BLAZY à Nathalie DEPETRIS, Roger CRESP à Gilbert TAULANE, Michel MAZUET à Guilaine DEBRAS, André-Luc SEITHER à Jacques GENTE, Colette ZALMA à Jean Pierre MAURIN, Afrim KACA à Jean LEONETTI, Serge AMAR à Simone TORRES-FORET DODELIN, Abderrazak SALOUH à Henri GANNARD

ABSENTS :

Eric MELE, Gilbert HUGUES, Joseph VALETTE, Patrick DULBECCO, Angèle MURATORI, Albert CALAMUSO, Jean-Pierre DERMIT, Martine SAVALLI, Françoise THOMEL, Elisabeth PILLARD, Barbara LANCE, Anne CHEVALIER, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Khéra BADAOU, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame SALUCKI,

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a décidé par délibération du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2003 d'exercer la compétence Politique de la Ville sur son territoire. Elle a notamment considéré comme étant d'intérêt communautaire les actions d'insertion par l'économie et la mise en place d'un Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (P.L.I.E). En effet, le P.L.I.E. participe à l'insertion sociale et professionnelle des publics les plus fragilisés en proposant, en plus d'un accompagnement individualisé, des actions de remobilisation et de redynamisation.

La participation des bénéficiaires du PLIE à une opération de format chantier-école comme outil de redynamisation a fait ses preuves en 2016 puisqu'elle a déjà permis à 5 d'entre eux de participer à des chantiers organisés par la C.A.S.A. sur les communes d'Antibes et Châteauneuf.

Ainsi, la Direction de la Cohésion Sociale a souhaité développer, en partenariat avec la commune d'Opio, sous la forme d'un chantier école encadré de 2 mois, une action de formation et d'accompagnement à l'élaboration d'un projet professionnel à destination d'un groupe de 6 à 10 personnes, dont des allocataires du RSA et des demandeurs d'emploi de longue durée.

La commune d'Opio dispose quant à elle d'un terrain et de moyens techniques et humains adaptés pour accueillir favorablement la réalisation de ce chantier.

La C.A.S.A. s'engage à financer le coût de la prestation qui sera confiée à un organisme de formation dûment sélectionné pour organiser et encadrer ce chantier. Le coût total maximum estimé de l'action est évalué à 24 500 €.

La C.A.S.A. sélectionnera l'organisme de formation qui sera chargé de la coordination et l'encadrement du dispositif.

La commune d'Opio s'engage à mettre à disposition, pour la durée du chantier, un terrain destiné à l'exploitation agricole d'une oliveraie dit « L'oliveraie de l'amphithéâtre d'Opio ». Elle s'engage à fournir, via son service technique, le matériel nécessaire, les équipements de protection individuelle et les outils de travail pour les participants du chantier. Elle désignera un agent référent, au sein de son service technique, qui sera en relation directe avec l'organisme de formation retenu par la C.A.S.A.

Par ailleurs, la commune s'engage à mettre à disposition, pour la durée du chantier, un lieu adapté à l'animation des séances organisées pour la partie théorique du stage (ateliers de remise à niveau).

Il a donc été convenu qu'une convention de coopération entre la C.A.S.A. et la commune d'Opio pouvait être signée en vue de coordonner leurs moyens respectifs visant la mise en œuvre d'un chantier école entre le 15 octobre et le 15 décembre 2016.

Ce chantier école pourra ainsi être organisé autour de travaux de type agricole :

- les premiers travaux sont tournés vers la taille d'oliviers, la cueillette des olives, le débroussaillage et l'élagage sur une parcelle, propriété de la commune d'Opio,
- d'autres vers la rénovation de murs en pierres sèches sur ce même terrain.

Deux finalités sont fixées à cette action :

- un accompagnement renforcé à l'insertion avec le développement de compétences professionnelles,
- le travail sur la validation d'un projet professionnel.

De manière plus précise, les objectifs de cette action sont de redynamiser les participants dans la définition d'un plan d'actions global portant sur leur projet de vie, le choix d'un métier et d'une formation en alliant :

- un accompagnement individualisé dans la définition d'un projet professionnel réaliste et réalisable ainsi que la construction de leur parcours tout en les fédérant autour d'une production collective ;
- la mise en place d'ateliers de pratiques professionnelles permettant la découverte et l'apprentissage de techniques professionnelles ;
- le développement de savoir-être (estime de soi, confiance, écoute...), de savoir-faire (travail en équipe, participation à un projet collectif, ...) ;
- la sensibilisation des bénéficiaires à la découverte du patrimoine culturel et naturel local ;
- la participation à des ateliers permettant d'agir sur les freins périphériques à l'emploi (mobilité, santé, sécurité, utilisation des nouvelles technologies, valorisation des compétences,...).

Pour mener à bien cette coopération renforcée, les deux institutions s'engagent à mettre en place une organisation et un fonctionnement permettant d'optimiser les missions respectives des services de la commune et de la C.A.S.A., de clarifier le rôle de chacun et de définir les attentes et objectifs à atteindre.

Considérant que l'action chantier école à destination des participants du P.L.I.E. s'inscrit dans les compétences Politique de la Ville transférées à la Communauté d'Agglomération ;

Considérant l'intérêt que représente cette action pour la communauté en raison du caractère essentiel des projets ;

Vu les crédits qui figurent au budget primitif 2016 ;

Il est donc proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver la convention de coopération entre la commune d'Opio et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention,
- d'imputer la dépense liée à l'organisme de formation sur le chapitre 011 / compte 611 / fonction 523 du budget 2016 de la Direction de la Cohésion Sociale.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver la convention de coopération entre la commune d'Opio et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention,
- d'imputer la dépense liée à l'organisme de formation sur le chapitre 011 / compte 611 / fonction 523 du budget 2016 de la Direction de la Cohésion Sociale.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 26 septembre 2016
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

POLITIQUE D'INSERTION PAR L'ECONOMIQUE

CONVENTION DE COOPERATION POUR LA MISE EN ŒUVRE D'UN CHANTIER ECOLE DESTINE AUX BENEFICIAIRES DU PLIE DE LA CASA

Entre

La commune d'Opio, représentée par son maire, Monsieur Thierry OCCELLI, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal du

Désignée ci-après la commune »

D'une part

Et

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis représentée par sa Vice-Présidente en charge de la Politique de la Ville, Madame Michelle SALUCKI, agissant en vertu de la délibération du Conseil Communautaire du 26 septembre 2016,

Désignée ci-après « La C.A.S.A »

D'autre part,

IL A TOUT D'ABORD ETE EXPOSE CE QUI SUI

Par délibération du conseil communautaire en date du 24 novembre 2003, la C.A.S.A. a approuvé la définition de l'intérêt communautaire de la compétence de la Politique de la Ville avec notamment une mission d'insertion socioprofessionnelle et d'accès à l'emploi.

Par délibération du conseil communautaire en date du 15 juin 2015, la C.A.S.A a approuvé la création d'un Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi, opérationnel depuis septembre 2015. La mise en Œuvre de chantier école visant la remobilisation des personnes prises en charge par le PLIE est un des outils à la disposition des référents de parcours pour accompagner efficacement les bénéficiaires dans leur démarche active de recherche d'emploi

Dans ce cadre, est prévue la réalisation d'un Chantier Ecole portant sur l'entretien de terrains agricoles appartenant à la commune d'Opio. La mise en œuvre de ce chantier Ecole porte sur l'acquisition de savoir-faire en lien avec les cultures et pratiques agricoles locales (tailles d'oliviers et confection de murs de pierre par exemple)

La C.A.S.A. dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite mettre en place cette action.

La commune d'Opio quant à elle dispose de moyens techniques et d'un terrain qu'elle peut mettre à disposition de la C.A.S.A pour la réalisation de ce chantier

Ce terrain est situé à l'adresse suivante : L'olivieraie de l'amphithéâtre d'Opio, chemin des oliviers, 06 650 Opio.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet d'organiser la collaboration entre les services de la commune d'Opio et ceux de la C.A.S.A (et particulièrement le service PLIE) en vue de la mise en œuvre d'un chantier école encadré par un organisme de formation sur une durée de 2 mois et destiné aux bénéficiaires du PLIE de la CASA. L'organisme de formation qui sera retenu par la CASA, souhaite favoriser l'insertion sociale et professionnelle des publics les plus fragilisés en proposant une action de formation et d'accompagnement à l'insertion pour 10 adultes âgés de plus de 25 ans dans le cadre d'un dispositif de type « chantier-école ».

Le chantier école porte sur l'entretien de terrains agricoles à Opio a une finalité double : l'utilisation d'une démarche de formation alternative complétée par un accompagnement socioprofessionnel renforcé et individualisé.

Il a pour objectif de favoriser la progression des participants en alliant :

- la découverte et l'apprentissage de techniques : rénovation de murs en pierre sèche, taille d'oliviers, élagage, débroussaillage, travail sur le patrimoine, organisation, communication
- un accompagnement spécifique qui s'inscrira comme une étape dans leur parcours d'insertion
- la valorisation des savoirs et savoirs- faire acquis sur le chantier

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS RECIPROQUES

Pour mener à bien cette coopération renforcée, les deux institutions s'engagent à mettre en place une organisation et un fonctionnement permettant d'optimiser les missions respectives des services de la commune et de la C.A.S.A, de clarifier le rôle de chacun, de définir les attentes et objectifs à atteindre.

La C.A.S.A. s'engage à financer cette action pour la réalisation de ces objectifs. Le coût total maximum estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 24 500 €.

La C.A.S.A. dans le cadre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi retiendra l'organisme de formation pour réaliser la coordination et l'encadrement du dispositif.

En contrepartie, la commune s'engage à mettre à disposition pour la durée du chantier un lieu adapté à l'animation des séances organisées pour la partie théorique du stage (ateliers de remise à niveau).

La commune s'engage à mettre à disposition pour la durée du chantier un terrain destiné à l'exploitation agricole d'une oliveraie dit : « L'oliveraie de l'amphithéâtre d'Opio » et situé chemin des oliviers, 06 650 Opio.

La commune s'engage également à fournir, via son service technique, le matériel nécessaire, les équipements de protection individuelle et les outils de travail pour les participants du chantier.

Un agent référent au sein du service technique de la commune d'Opio sera désigné préalablement pour être en relation directe avec l'organisme de formation retenu par la C.A.S.A. Cette personne sera en charge de la coordination des aspects techniques du chantier avec ledit organisme

ARTICLE 3 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire, et ce jusqu'au 31 décembre 2016. Cette période correspond au temps de collaboration nécessaire à la préparation, la mise en œuvre et la réalisation du bilan du chantier école chantier.

La durée de réalisation du chantier à proprement parler est de 2 mois. Les dates seront définies en concertation avec la C.A.S.A, la commune d'Opio et l'organisme de formation retenu.

ARTICLE 4 : CONDITIONS TARIFAIRES

La commune a en charge l'entretien du terrain mis à disposition pour la réalisation de ce chantier. La CASA a prévu dans son budget prévisionnel de destiner des fonds à la réalisation d'actions destinées à la remobilisation de ses bénéficiaires.

Ainsi, le partenariat ne donne pas lieu à une augmentation des charges pour les deux parties. Il est donc conclu à titre gratuit.

ARTICLE 5 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATION INTERMEDIARE ET FINALE

Les deux parties s'engagent à désigner les référents et les chefs de services responsables de la coordination de cette action.

Dans le cadre du suivi du marché passé par la CASA pour la mise en œuvre de ce chantier, celle-ci sera amenée à se faire communiquer par l'organisme de formation retenu un bilan à mi-parcours et un bilan final de l'action financée.

Ces bilans tiendront notamment compte d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs qui sont les suivants :

- Nombre de personnes ayant suivi la totalité du parcours ;
- Nombre de projets professionnels ou d'insertion valides ;
- Achèvement du chantier dans le temps imparti ;
- Pourcentage respectant le cadre (assiduité, ponctualité, contrat pédagogique) à la fin du chantier ;
- Implication dans la réalisation du chantier.
- Nombre d'opérations effectuées : nombre de murs rénovés, nombre d'oliviers taillés, nombre de jours de débroussaillage, élagage

La CASA s'engage à communiquer ces bilans aux services de la commune d'Opio

La commune d'Opio, quant à elle, s'engage à s'impliquer aux côtés de la C.A.S.A dans l'analyse de ces bilans et l'évaluation des conditions de réalisation de l'action.

Cette évaluation portera sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact de l'action ou des interventions au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

La C.A.S.A procèdera conjointement avec la commune et l'organisme de formation à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action de la manière suivante :

Le suivi de l'action s'exercera dans le cadre de réunions intermédiaires qui se tiendront en présence des agents du PLIE, du référent pour la commune et des responsables des deux parties respectives. Une réunion de bilan sera également organisée par l'organisme de formation à la fin de l'action qui y associera la CASA et la commune d'Opio.

ARTICLE 6 : RESPONSABILITES –ASSURANCES

Concernant les dommages susceptibles d'être causés par leur action conjointe, la C.A.S.A. et la Commune restent chacune responsable des conséquences dommageables pouvant résulter de l'activité de leurs agents, des biens ou locaux éventuellement mis à disposition ou encore des activités propres à leurs compétences.

La Commune est garantie au titre de sa responsabilité civile par une police d'assurance souscrite auprès de la compagnie ALLIANZ sous la référence 49474441.

La C.A.S.A. est garantie au titre de sa responsabilité civile par une police d'assurance souscrite auprès de la Société d'assurance mutuelle SMACL Assurances sous le numéro de sociétaire 111690/C.

Concernant les dommages susceptibles d'être subis par la C.A.S.A. et par la Commune ou leur biens respectifs, sauf à ce qu'une faute ait été commise par sa cocontractante, chacune des collectivités assume elle-même les risques encourus et renonce à exercer un recours contre la collectivité partenaire.

En revanche, la C.A.S.A. et la Commune restent libres d'engager tout recours contre des tiers à la convention ayant pu participer à la survenance d'un dommage au préjudice de l'une de ces collectivités.

Il est précisé que compte-tenu du caractère pédagogique particulier de l'action, ni la responsabilité de l'organisme de formation ni celle de la C.A.S.A ne pourront être engagées en cas de contestation portant sur la qualité des travaux car les clauses de « garantie contractuelle sur ouvrage » ne peuvent s'appliquer

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 8 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 9 : LITIGES

En cas de différend lié à l'application de la présente convention, formalisé par courrier, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable avant toute action en justice. En cas d'échec de la voie amiable du règlement, la juridiction compétente est le Tribunal Administratif de Nice.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le
En deux exemplaires

Pour la commune d'Opio
Le Maire,

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis
Pour le Président,
La Vice- Présidente Déléguée à
la Politique de la Ville

Thierry OCCELLI

Michelle SALUCKI

AR receptionné - Imprimer

Date de l'acte : 26/09/2016
Numéro : CC_2016_120
Nature : DE - Deliberations
Objet : Mise en oeuvre d'un chantier école destiné aux bénéficiaires du P.L.I.E de la C.A.S.A. - Convention de coopération avec la Commune d'Opio
Matière : 8.5 - Politique de la ville-habitat-logement
Interlocuteur
Nom : CHALIER Vanessa

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : JC6dxc0

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 10/10/2016
Identifiant : 006-240600585-20160926-CC_2016_120-DE

Acte reçu

Date : 26/09/2016
Numéro interne : CC_2016_120
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 5
Objet : Mise en oeuvre d'un chantier école destiné aux bénéficiaires du P.L.I.E de la C.A.S.A. - Convention de coopération avec la Commune d'Opio
Classification utilisée : 01/04/2004
Document : 006-240600585-20160926-CC_2016_120-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
006-240600585-20160926-CC_2016_120-DE-1-1_2.PDF